

Klapuchová, Petra

## **Aménagement linguistique du point de vue des adolescents québécois contemporains**

In: Klapuchová, Petra. *Approche épilinguistique des adolescents québécois sur la situation linguistique au Québec*. Première édition Brno: Masaryk University Press, 2020, pp. 151-181

ISBN 978-80-210-9732-2; ISBN 978-80-210-9733-9 (online ; pdf)

Stable URL (handle): <https://hdl.handle.net/11222.digilib/143544>

Access Date: 30. 11. 2024

Version: 20220831

Terms of use: Digital Library of the Faculty of Arts, Masaryk University provides access to digitized documents strictly for personal use, unless otherwise specified.

# 7 AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE DU POINT DE VUE DES ADOLESCENTS QUÉBÉCOIS CONTEMPORAINS

Sur la base des déclarations et des opinions épilinguistiques des jeunes francophones, anglophones et allophones, ce chapitre propose comme objectif d'éclaircir la perception de la situation linguistique contemporaine au Québec par la jeune génération.

L'origine de l'hypothèse que la survie de la langue française est menacée découle de notre expérience personnelle, de la lecture et des débats avec les Québécois et les Ontariens. D'ailleurs, cette hypothèse est soutenue par Yves Frenette, directeur de l'Institut d'études canadiennes et professeur au Département d'histoire à l'Université d'Ottawa, qui affirme que « la survie de la langue française est menacée, même au Québec qui voit son taux de natalité diminuer constamment et où l'engouement pour la culture américaine et la langue anglaise semble atteindre de nouveaux sommets »<sup>355</sup>. Charles Castonguay, professeur titulaire au Département de mathématiques et de statistiques à l'Université d'Ottawa, analyse dans un de ses articles les mythes qui circulent quant à la langue française et à la population francophone au Canada. À l'aide de graphiques, il dément, entre autres, que « le français se porte bien au Canada grâce à l'action du gouvernement fédéral »<sup>356</sup> et que si « l'avenir du français est assuré au Québec, on peut donc « passer à autre chose » »<sup>357</sup>. D'un autre côté, François Rocher, professeur en sciences politiques, ne doute pas de l'avenir optimiste du statut du français : « Tout comme chez bon nombre de Québécois, beaucoup de jeunes croient que l'avenir du français en Amérique n'est plus menacé »<sup>358</sup>.

---

355 Y. Frenette, *Brève histoire...*, *op.cit.*, p. 194.

356 Ch. Castonguay, « La francophonie canadienne... », *art.cit.*, p. 19.

357 *Ibid.*, p. 38.

358 F. Rocher, « Les jeunes... », *art.cit.*, p. 105.

Cependant, la relativité de cette hypothèse se manifeste dans le facteur diachronique. Chantal Bouchard s'occupe dans son livre *La langue et le nombril*, entre autres, des préoccupations sur la langue française apparues déjà chez les générations de francophones à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>359</sup>. Entre 1870 et 1890, Faucher de Saint-Maurice a prononcé et publié trois conférences sur le sujet du statut contemporain et l'avenir du français et des Canadiens français tout en incorporant les idées de l'évolution démographique et de l'attachement à la France<sup>360</sup>. Malgré des soucis évidents, l'anglais n'a toujours pas éliminé le français un siècle et demi plus tard.

Tout compte fait, il faut concevoir les risques de la menace qui pèse sur le français au Québec sur deux plans : premièrement, sur le plan intérieur, deuxièmement, sur le plan extérieur. Sous le plan intérieur, nous entendons la scène montréalaise et/ou la scène québécoise en général. Sous le plan extérieur, nous entendons la scène internationale qui est, dans le futur, censée apporter plus de menaces au français que la scène intérieure<sup>361</sup>.

L'analyse des déclarations montrera comment la jeune génération contemporaine perçoit cette hypothèse sur la précarité langagière.

Dans le cadre de ce chapitre, nous travaillerons avec les résultats de la troisième partie du questionnaire ainsi qu'avec la variation diatopique des déclarations juvéniles, également en fonction de leur sexe et leur âge. Pour cela, rappelons que l'enquête quantitative de 2012 a permis de rassembler 668 questionnaires remplis dont 173 à Gatineau (avec une moyenne d'âge de 15,6 ans), 207 à Montréal (ø 13,4 ans), 128 à Québec (ø 15,3 ans) et 160 à Saint-Gabriel-de-Valcartier (ø 14,5 ans).

En ce qui concerne la quantité et la qualité des opinions apparues dans la troisième partie du questionnaire, nous constatons un fort intérêt des jeunes enquêtés pour ce type de sondage. Dans les quatre milieux, au moins 94% des questionnés se sont prononcés sur la situation sociolinguistique actuelle au Québec. À Gatineau, l'intérêt des garçons a même atteint 100% (les enquêtés masculins ont d'ailleurs été légèrement plus réactifs dans tous les sites) et l'enthousiasme de réponses de tous les jeunes malgré la fatigue à la toute fin du questionnaire témoigne de capacités socio-discursives bien développées pour la plupart<sup>362</sup>.

359 Chantal Bouchard, *La langue et le nombril...*, *op.cit.*, p. 104.

360 Michel Plourde, 1990, *La question du jour - Resterons-nous français ?*, Ville LaSalle, Éditions Hurtubise HMH, pp. 28-29.

361 Christine Fréchette, « Pour un changement... », *art.cit.*, p. 69.

362 À la fin de la troisième partie, les jeunes avaient un espace ouvert pour exprimer librement leurs sentiments : nombreux étaient ceux qui ont profité de cet espace pour critiquer ou pour vanter la situation contemporaine du français québécois.

Contrairement à l'affirmation de Christine Fréchette selon qui les jeunes contemporains ne s'occupent que sporadiquement de la situation linguistique<sup>363</sup>, nous avons prouvé que parler de l'apathie des jeunes Québécois envers les recherches sur leur évaluation de la situation actuelle du français au Québec n'est pas d'actualité. Cet intérêt des jeunes Québécois envers les questions linguistiques pourrait même sembler exceptionnel, à en croire à Chantal Bouchard qui présente son ouvrage par le constat que « pour tout observateur extérieur, la question linguistique prend au Québec les allures d'une véritable obsession »<sup>364</sup>. Mais le même intérêt et la même sensibilité quant aux questions de norme, d'aménagement linguistique et de dangers potentiels de la langue nationale ont été constatés lors d'une large étude sociolinguistique de 2010 auprès de plus de trois mille Tchèques<sup>365</sup>, dont 1422 jeunes entre 12 et 18 ans chez lesquels le taux de réponses variait entre 98–100%. Faute d'ignorance quant à l'existence d'autres études similaires dans d'autres régions, il semble difficile d'évaluer si cette « réussite » est commune aux jeunes Québécois et aux jeunes Tchèques pour les raisons post-diglossiques exposés *supra* ou s'il s'agit d'un phénomène universel.

## 7.1 Sentiments de menace par l'anglais et de protection contre l'anglais de la part des adolescents québécois : autour du facteur diatopique

À propos des transformations sociales au Québec, Chantal Bouchard constate qu'« il est certain que les jeunes gens d'aujourd'hui sont plus détachés, moins angoissés par rapport à la langue que ne l'étaient leurs parents et leurs grands-parents »<sup>366</sup> et que « le malaise persiste, même s'il est moins aigu »<sup>367</sup>. Nous avons entendu ce même constat chez de nombreux collègues québécois qui le basent sans doute sur l'observation des attitudes de leurs étudiants – futurs linguistes. Or, est-il possible de mesurer cette intuition empiriquement ?

Rappelons deux questions fermées posées aux questionnés qui visent à connaître l'opinion générale en matière du rapport français – anglais :

*Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ?*

*Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ?*

363 Voir le chapitre 2.3.

364 Chantal Bouchard, *La langue et le nombril...*, *op. cit.*, 4e de couverture.

365 Cf. Jana Svobodová et alii, 2011, *Fenomén spisovnosti v současné české jazykové situaci*, Universitas Ostraviensis, Ostrava.

366 Chantal Bouchard, *La langue et le nombril*, *op. cit.*, p. 8.

367 *Ibid.*

Le lecteur pourra connaître, à grands traits quantitatifs, l'opinion des jeunes Québécois sur ces sujets largement médiatisés, en fonction de leur domicile, sexe et âge.

Les graphiques et les tableaux dans le présent sous-chapitre ont été publiés dans l'article *Prolégomènes à l'étude des anglicismes néologiques : facteur diatopique et précarité langagière chez les jeunes Québécois d'aujourd'hui*<sup>368</sup> que nous avons publié avec Alena Podhorná-Polická dans le cadre des Journées Internationales de Sociolinguistique Urbaine.

En ce qui concerne les résultats obtenus pour la première question, plus de 98% des jeunes exprimait une opinion métalinguistique. Si presque deux tiers de ceux qui ont répondu à cette question y ont répondu positivement, un tiers des jeunes questionnés ne ressentent pas de menace<sup>369</sup>.

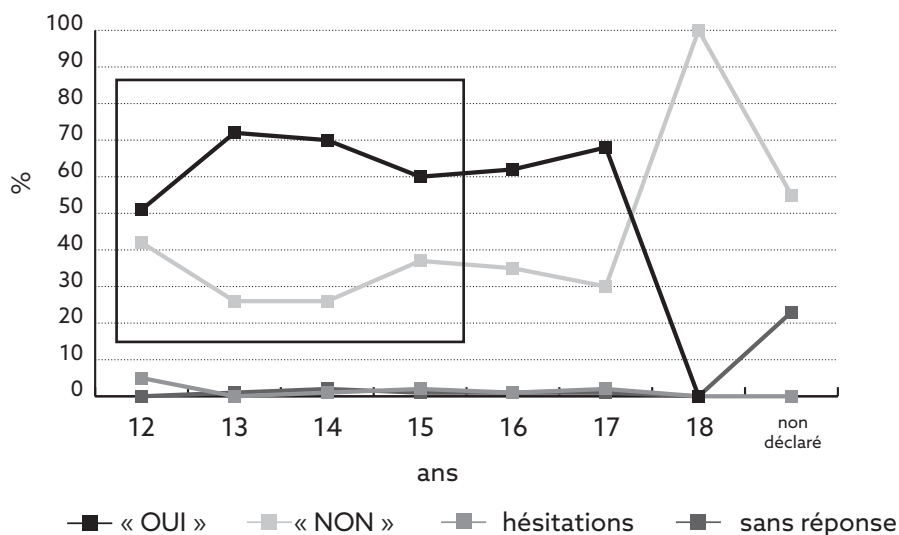
**Tableau 9** : Résultats absolus et relatifs pour la question  
« Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? » selon les sites

	« oui »	« non »	hésitations <sup>8</sup>	sans réponse	Total
Gatineau	100 (57,8%)	71 (41,0%)	2 (1,2%)	0	173
Montréal	153 (73,9%)	50 (24,2%)	3 (1,4%)	1 (0,5%)	207
Québec	74 (57,8%)	45 (35,2%)	4 (3,1%)	5 (3,9%)	128
St-Gabriel	103 (64,4%)	49 (30,6%)	5 (3,1%)	3 (1,9%)	160
<b>Total</b>	<b>430 (63,5%)</b>	<b>215 (32,7%)</b>	<b>14 (2,2%)</b>	<b>9 (1,6%)</b>	<b>668</b>

Cette moyenne cache néanmoins des différences régionales remarquables : quasiment 74% des jeunes Montréalais répondent « oui » contre à peine 58% des jeunes de la ville du Québec et de la ville de Gatineau. Le milieu le moins urbanisé, Saint-Gabriel-de-Valcartier, s'approche des scores de Montréal et l'on pourrait se demander, si ce n'est pas la dynamique des changements ethno-sociographiques locaux qui est à l'origine de ces sentiments de menace de la part des jeunes (étant donné que les statistiques sur le taux de bilinguisme déclaré susmentionnés ne donnent pas une clé quelconque dans cette recherche).

368 Alena Podhorná-Polická & Petra Vašková -Klapuchová, 2014, « Prolégomènes à l'étude des anglicismes néologiques : facteur diatopique et précarité langagière chez les jeunes Québécois d'aujourd'hui », in : Thierry Bulot, Isabelle Boyer & Marie-Madeleine Bertucci, *Diasporisations sociolinguistiques & précarités. Discrimination(s) et mobilité(s)*, Paris, L'Harmattan, pp. 75-96.

369 Rappelons que les conditions d'accueil aux lycées à Québec et à St. Gabriel-de-Valcartier ne nous ont pas permis d'assister à la passation des questionnaires ; ce facteur laisse présumer un désintérêt plus rapide des jeunes vers la fin du questionnaire et laisse également un point d'interrogation sur 14 questionnaires rendus vides de la part de la professeure (intentionnellement vides ou simple surévaluation du nombre d'enquêtés par la professeure lors de l'impression ?).



**Graphique 5 :** Opinions des jeunes selon leur âge sur le sentiment de la menace du français par l'anglais (en%)

Si l'on se focalise sur la variable âge des enquêtés, quelques différences statistiquement significatives sont également à remarquer.

Les chiffres relatifs nous laissent observer une pente importante entre l'âge de 14 et 15 ans pour les deux courbes principales. Peut-on en conclure que les jeunes, en prenant de l'âge, sentent le français moins menacé par l'anglais car ils deviennent plus confiants dans la politique de l'État, peut-être même plus patriotes ? Ou, inversement, deviennent-ils moins influençables par les concepts exposés dans leurs cours de français, en se formant leur opinion sur l'altérité socio-langagière en fonction de leur expérience de plus en plus concrète ?

Enfin, si l'on observe les réponses des enquêtés en fonction de leur sexe, il en ressort que cette variable ne peut être en aucun cas éliminée des réflexions susmentionnées.

**Tableau 10 :** Résultats absolus et relatifs pour la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? » selon la variable sexe

	« oui »	« non »	hésitations	sans réponse	Total
Garçons (m)	202 (59,1%)	131 (38,3%)	6 (1,7%)	3 (0,9%)	342
Filles (f)	228 (70,4%)	84 (25,9%)	8 (2,5%)	4 (1,2%)	324
Sexe non déclaré	0	0	0	2 (100%)	2

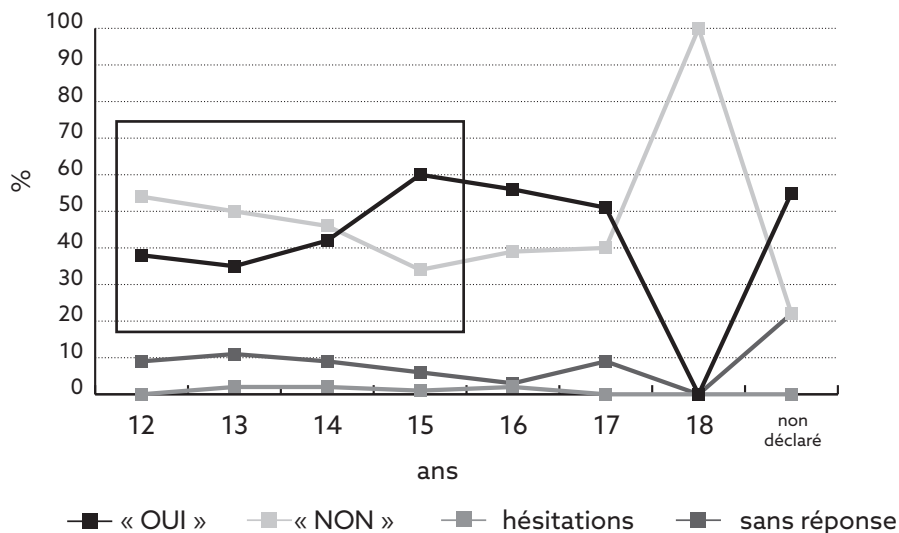
Les filles sentent que le français est menacé plus souvent que les garçons et vice-versa. Les filles auraient ainsi exprimé plus ouvertement leur sentiment de précarité langagière et seraient plus conservatrices dans leurs attitudes socio-discursives.

Pour nuancer leur avis, les enquêtés ont eu la possibilité de s'exprimer de façon plus détaillée sur un espace de plusieurs lignes. Ainsi, en choisissant quelques commentaires représentatifs pour les partisans des deux « camps », on constate une profusion de généralités basées sur les clichés médiatisés, de déclarations patriotiques mais également d'observations de la dynamique langagière (avec un syntagme répétitif « de plus en plus »).

**Tableau 11** : Quelques commentaires des enquêtés à propos de la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? »

	Oui, le français au Québec est menacé		Non, le français au Québec n'est pas menacé
<b>m, 14 ans, Montréal</b>	« Cette situation est prédominante à Montréal, mais ailleurs, on s'en fiche. Je crois plutôt que les immigrants allophones mettent la langue en péril s'ils décident de ne pas l'apprendre. »	<b>f, 14 ans, St-Gabriel</b>	« Car ça fait longtemps que le Canada est surmonté de l'anglais et au Québec on parle toujours français. »
<b>f, 15 ans, Gatineau</b>	« parce qu'il est en minorité et que les anglicismes commencent à être de plus en plus fréquents dans le vocabulaire des francophones. Même si les immigrants viennent vivre au Québec, ils vont souvent plutôt apprendre l'anglais, langue universelle reconnue »	<b>f, 16 ans, Gatineau</b>	« Même si le français est déformé un peu par l'anglais. Je crois que le pir [sic] qui arrive est que le français se transforme. »
<b>m, 16 ans, Québec</b>	« car, désormais à Montréal, métropole du Québec, la langue des affaires est l'anglais. On se fait servir en anglais dans les villes du Québec, c'est inadmissible. »	<b>m, 17 ans, St-Gabriel</b>	« La langue française est beaucoup plus belle et elle est encore au Québec. »

Si nous soumettons la question numéro 2 à la même analyse selon les variables domicile, âge et sexe, on peut supposer que les résultats vont inversement recopier les résultats précédents.



**Graphique 6 :** Opinions des jeunes selon leur âge à propos du sentiment de la protection du français de la part de l'État (en%)

**Tableau 12 :** Résultats absolus et relatifs pour la question « La protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? »

	« oui »	« non »	hésitations <sup>8</sup>	sans réponse	Total
Gatineau	93 (53,8%)	71 (41,0%)	2 (1,2%)	7 (4,0%)	173
Montréal	79 (38,2%)	112 (54,1%)	4 (1,9%)	12 (5,8%)	207
Québec	73 (57,0%)	41 (32,0%)	1 (0,8%)	13 (10,2%)	128
St-Gabriel	81 (50,6%)	59 (36,9%)	3 (1,9%)	17 (10,6%)	160
<b>Total</b>	<b>326 (49,9%)</b>	<b>283 (41,0%)</b>	<b>10 (1,4%)</b>	<b>49 (7,7%)</b>	<b>668</b>

Seuls les jeunes de Montréal considèrent majoritairement la protection du français de la part de l'État comme insuffisante. En revanche, ce sont surtout les jeunes de la ville de Québec qui la considèrent comme suffisante, suivis de près par ceux de Gatineau et de St-Gabriel-de-Valcartier.

Pour résumer la variable diatopique, on constate que la différence d'attitude des jeunes Montréalais francophones est marquante pour les deux questions posées, la dynamique du plurilinguisme dans la ville étant sans doute un des facteurs de ces sentiments de précarité langagière.

En ce qui concerne la variable âge, une similitude dans la flexion de la courbe est observable également pour les résultats relatifs à la question numéro 2. Plus



les enquêtés sont âgés, plus la protection du français de la part de l'État leur paraît suffisante et vice-versa.

Même si les différences entre « oui » et « non » ne sont pas si grandes (les courbes se croisent donc), c'est justement cette zone de croisement entre l'âge de 14 et 15 ans qui mériterait une étude psycho-sociale plus poussée.

**Tableau 13** : Résultats absolus et relatifs pour la question « La protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? » selon la variable sexe

	« oui »	« non »	hésitations <sup>a</sup>	sans réponse	Total
Garçons (m)	196 (57,3%)	127 (37,1%)	1 (0,3%)	18 (5,3%)	342
Filles (f)	130 (40,1%)	156 (48,2%)	10 (3,1%)	28 (8,6%)	324
Sexe non déclaré	0	0	0	2 (100%)	2

Pour la variable sexe, les résultats se présentent de façon inversement parallèle que pour la question numéro 1, c'est-à-dire que ce sont les garçons qui expriment plus souvent leur confiance en matière de protection gouvernementale du français alors que les filles y voient des défauts plus souvent que les garçons. Il convient de rappeler que ce sont plus souvent les filles que les garçons qui s'opposent à la dichotomie imposée et marquent « oui et non » à la fois.

Pour conclure notre série, voici un échantillon de commentaires complémentaires pour cette question, afin de mettre en avant le travail de réflexion de nombreux enquêtés sur ces questions :

**Tableau 14** : Quelques commentaires des enquêtés à propos de la question « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? »

	Oui, la protection du français au Québec est suffisante		Non, le français au Québec n'est pas menacé
<b>f, 12 ans, Montréal</b>	« Il y a beaucoup d'écoles francophones et il y a seulement des cours d'anglais une ou deux fois par semaines [sic]. »	<b>m, 14 ans, Montréal</b>	« Il y a beaucoup trop de personnes dans plusieurs domaines (médecine, par exemple) parlant uniquement l'anglais et le gouvernement n'agit pas »
<b>m, 13 ans, St-Gabriel</b>	« Il [l'État] insiste beaucoup pour que le peuple du Québec parle français de façon très bien, alors je pense qu'ils en font assez. »	<b>f, 15 ans, Gatineau</b>	« Car on voit maintenant déjà les conséquences qui font en sorte que les jeunes utilisent beaucoup l'anglais qu'avant. [sic] »

	Oui, la protection du français au Québec est suffisante		Non, le français au Québec n'est pas menacé
m, 15 ans, Gatineau	« Parce qu'il y a plusieurs lois comme la loi 101 qui nous aide à ne pas se faire assimiler dans la masse anglaise. »	f, 16 ans, Québec	« Le gouvernement veut instaurer l'enseignement de l'anglais intensif au primaire alors que les jeunes ne savent même pas écrire français. »

Nous sommes tout à fait consciente qu'une approche purement quantitative, de plus sur des questions fermées, efface des éléments importants et réduit cette problématique complexe en de simples « oui » ou « non ». Or, elle permet d'esquisser les tendances et peut-être même d'ouvrir une discussion sur le sujet de l'imaginaire de la précarité langagière chez les adolescents.

### 7.1.1 Réflexions épilinguistiques des utilisateurs actifs de *skill*<sup>370</sup> sur le statut du français au Québec

La troisième partie de notre questionnaire a visé l'attitude des adolescents québécois envers la menace du français par l'anglais et envers l'insuffisance ou non de la protection du français de la part de l'État. Nous pouvons déjà réfuter l'affirmation que les jeunes qui se servent d'anglicismes dans leur discours ne veillent pas à la survie de la langue française au même point que leurs ancêtres. Les exemples de notre corpus, sous forme de réflexions épilinguistiques, soutiennent cette hypothèse. Les déclarations qui suivent appartiennent aux enquêtés qui ont déclaré utiliser l'anglicisme *skill* activement.

Oui, le français est menacé par l'anglais<sup>371</sup> « car les jeunes sont meilleurs en anglais et le français n'est plus aussi important » (garçon, 15 ans, Gatineau), « car l'anglicisme fait partie de notre langage quotidien » (garçon, 14 ans, Montréal), « parce qu'on est en minorité et on est influencé par l'empire américain » (fille, 16 ans, St-Gabriel-de-Valcartier), « au Québec, je m'inquiète un peu mais le phénomène s'attribue surtout à Montréal » (garçon, 17 ans, Québec).

370 Pour observer de plus près les opinions des utilisateurs actifs des anglicismes, nous avons choisi le mot *skill* qui est, selon les analyses *supra*, géographiquement homogène, identitaire et bien répandu parmi les adolescents.

371 La question fermée « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? » était suivie d'une question supplémentaire « Si oui, pourquoi ? ». Pour garder la structure du texte, nous agglutinons ces deux questions et en faisons le début de la phrase dont la continuation entre guillemets renvoie à la déclaration des enquêtés.

Non, le gouvernement ne protège pas le français suffisamment<sup>372</sup> « parce que la proportion de personnes qui parlent juste anglais au Québec augmente » (garçon, 17 ans, Québec), « malgré les lois de l'État, le français continue à décimer [*sic*] au Canada » (fille, 15 ans, Montréal), « les lois ne sont pas assez strictes (Montréal). Trop d'immigrants. » (fille, 17 ans, St-Gabriel-de-Valcartier), « je crois que les deux langues ne sont pas mises sur un pied d'égalité à travers les publicités, les affichages, etc. » (garçon, 16 ans, Gatineau).

D'un autre côté et de notre point de vue européen, les opinions pessimistes sur le statut actuel du français au Québec se voient contrebalancées par les opinions optimistes qui prévoient une évolution positive de la situation. Les opinions épilinguistiques qui suivent ont été notées par les utilisateurs actifs de *skill*.

Non, le français n'est pas menacé par l'anglais « car le français sera toujours utilisé par des francophones qui le transmettront aux prochaines générations » (garçon, 12 ans, Montréal), « parce que l'anglais c'est vraiment une belle langue et le pire qu'il peut arriver est que le monde devient bilingue » (fille, 13 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier), « plusieurs langues ont survécu à la menace d'autres langues, alors pourquoi pas le français » (fille, 14 ans, Québec), « nous avons toujours été minoritaires au Canada, mais nous avons gardé notre langage et notre culture, selon moi, les anglicismes sont un moyen de nous distinguer des autres francophones de la planète » (garçon, 15 ans, Gatineau).

Oui, le gouvernement protège le français suffisamment « car on parle toujours français au Québec » (garçon, 13 ans, Montréal), « je crois qu'au niveau légal, la protection de la langue française est tout à fait suffisante. Au niveau social, c'est à nous à tenter de préserver notre langue le mieux possible » (garçon, 15 ans, Gatineau), « il y a des lois et on veut vraiment garder cette langue » (fille, 16 ans, Québec), « il n'y a pas vraiment de protection nécessaire pour la langue française » (fille, 13 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier).

Les exemples des déclarations épilinguistiques sur le statut de la langue française au Québec contemporain prouvent que, même si les locuteurs se servent d'anglicismes dans leur discours quotidien, cela ne veut pas nécessairement dire que la problématique de la domination de l'anglais sur le français préoccupe la jeune génération québécoise d'une manière explicite.

---

372 Dans ce cas-là, nous avons opté pour le même procédé présenté dans la note n° 371. La question fermée « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? », suivie d'une question supplémentaire « Si oui, pourquoi ? » a été agglutinée pour les besoins de ce texte de manière à introduire la réflexion épilinguistique des enquêtés.

## 7.1.2 Conclusion

Même si les résultats de l'enquête quantitative ne confirment que partiellement l'idée que les divers imaginaires se construisent en rapport avec l'urbanité et avec la proximité ou non du centre<sup>373</sup>, ils sont en corrélation avec l'idée de Patricia Lamarre<sup>374</sup> que la construction identitaire chez les jeunes en milieux plurilingues est particulièrement complexe (voir l'opposition entre Montréal et les trois autres sites étudiés). Finalement, l'attitude de la jeune génération de Québécois envers la catégorie controversée qu'est celle des anglicismes se décline en schémas réguliers pour la variable âge (tendance à changer d'attitude entre 14 et 15 ans) ainsi que pour la variable sexe (précarité plus prononcée pour les filles). Sans prétendre apporter un échantillon valable universellement, nous espérons que ces 668 réponses permettront d'esquisser à grands traits les contours des tendances socio-discursives au Québec francophone actuel.

Le fait que plus de 98% des jeunes ont exprimé une opinion métalinguistique à la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? », que presque les deux tiers ont répondu positivement à cette question et qu'un tiers des jeunes questionnés ne ressentent pas de menace pour la langue française au Québec, sous-entend que la jeune génération québécoise est sensible à la situation sociolinguistique au Canada d'aujourd'hui. Ce goût des jeunes Québécois de se prononcer sur la situation linguistique est en corrélation avec le propos de la professeure Marty Laforest, mentionnée *supra*, qui, avec une certaine hyperbole, élève les discours et les dialogues sur la langue en véritable sport national<sup>375</sup>.

Quant à la deuxième question « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? », seuls les jeunes de Montréal considèrent majoritairement la protection comme insuffisante. Pour les deux questions posées et en comparaison avec les jeunes de Québec et de Gatineau, l'attitude des jeunes Montréalais francophones exprime la dynamique du plurilinguisme dans la ville de Montréal, ce qui est sans doute lié à leurs sentiments de précarité langagière.

Il n'y a aucun doute sur le fait que les anglicismes sont largement diffusés dans l'environnement francophone du Canada. Cependant, l'expérience nous montre que la tradition de la culture francophone et la valorisation sociale du bilinguisme au Canada font pencher la balance vers la conservation de l'identité francophone.

373 Cf. Claudine Moïse, 2004, « Le Nouvel Ontario, nordicité et identité » in : Monica Heller & Normand Labrie (éds.), *Discours et identités. Le Canada français, entre modernité et mondialisation*, chapitre 2, Fernelmont, Éditions modulaires européennes, Belgique, pp. 43-88.

374 Patricia Lamarre, « Le multilinguisme... », *art.cit.*, pp. 33-48.

375 Marty Laforest, *États d'âme...*, *op.cit.*, p. 9.

## **7.2 Sentiments de menace par l'anglais et de protection contre l'anglais de la part des adolescents québécois : autour du facteur des groupes linguistiques**

À la différence du chapitre précédent, le facteur central que nous appliquerons à présent sera celui des groupes linguistiques. Cette approche servira d'indicateur de la qualité de la relation entre les jeunes Québécois francophones, anglophones et allophones et l'aménagement linguistique. Nous voulons découvrir quel degré de sensibilité et d'emphase les jeunes Québécois francophones éprouvent quant à la langue de leurs ancêtres en comparaison avec les jeunes des autres groupes linguistiques. Les sous-chapitres suivants serviront de point de départ analytique pour synthétiser ensuite les résultats des déclarations des enquêtés des trois milieux linguistiques.

### **7.2.1 Sentiment de précarité langagière éprouvé par les enquêtés du groupe linguistique francophone**

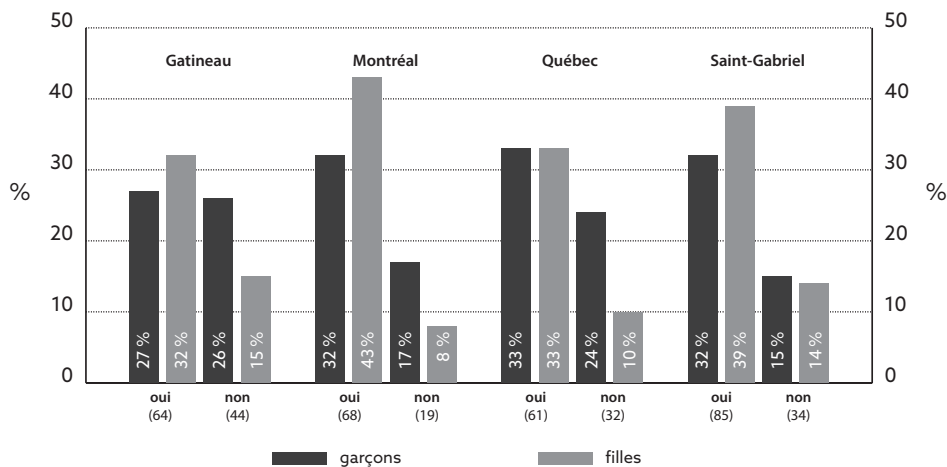
Le groupe linguistique francophone compte 408 questionnaires, dont 108 de Gatineau, 90 de Montréal, 89 de Québec et 121 de Saint-Gabriel-de-Valcartier. Nous travaillerons avec 201 questionnaires remplis par des filles et 206 questionnaires remplis par des garçons<sup>376</sup>. Nous analyserons les données de manière chronologique, c'est-à-dire que nous commenterons les réponses à la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? », première question du questionnaire, ensuite, nous commenterons la question suivante, « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? ».

La première colonne (bleue) désigne les garçons, la deuxième (rouge) les filles. Les deux premières colonnes du graphique correspondent à la réponse « oui » à la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? », les deux colonnes suivantes correspondent à la réponse « non ». Le pourcentage désigne la proportion des réponses totales du site et les chiffres au-dessous de « oui » et « non » correspondent au nombre de questionnaires dans lesquels la réponse indiquée est apparue, filles et garçons confondus.

Sur la base des graphiques, nous pouvons constater que la précarité langagière est plus ressentie par les filles que par les garçons qui sont plus optimistes par rapport à la stabilité du français au Québec. Ce point de vue différent selon la variable sexe est plus important dans un Montréal multilingue (11%) tandis qu'il n'est pas important à Québec qui se veut la ville la plus conservatrice de notre terrain (0%).

---

376 un(e) enquêté(e) n'a pas précisé son sexe



**Graphique 7 :** Menace du français de la part de l'anglais vue par les jeunes francophones

Le tableau qui suit met en évidence les différences d'attitude des jeunes Québécois envers la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? » en fonction de leur domicile.

**Tableau 15 :** Sentiment de précarité langagière selon les sites chez les enquêtés francophones

réponse	Gatineau	Montréal	Québec	St-Gabriel
« oui »	59%	78%	66%	71%
« non »	41%	22%	34%	29%

La classification des réponses selon le facteur diatopique témoigne d'un paradoxe pour la ville de Gatineau. Bien que celle-ci soit située à proximité immédiate de l'Ontario anglophone, les jeunes de familles unilingues ne considèrent pas que le français soit menacé par l'anglais. D'un autre côté, Montréal qui se veut un centre francophone de grande importance au sein du Canada français, émet un signal d'alerte concernant le statut de la langue française. Même si la distance entre ces deux villes n'est que de 165 kilomètres à vol d'oiseau, le sentiment vis-à-vis de la stabilité du français varie de 20%.

Consciente de l'insuffisance de la méthode quantitative pour l'évaluation d'une question plus complexe, à savoir le fonctionnement de l'aménagement linguistique, nous avons proposé aux enquêtés la possibilité d'exprimer leur opinion épilinguistique et de nuancer ainsi la rigueur de la réponse en « oui » ou « non ».

Le goût des jeunes Québécois quant aux recherches sur la langue a amené des opinions épilinguistiques dans la majorité des cas : dans les quatre milieux, au moins 94% des questionnés se sont prononcés sur la situation sociolinguistique actuelle au Québec, ceci étant valable et pour les enquêtés des milieux familiaux unilingues et pour les enquêtés des milieux familiaux plurilingues. La réactivité est cependant plus observable chez les garçons que chez les filles. Dans cette continuité, quelques opinions épilinguistiques choisies vont être présentées :

« Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? »

### Oui

« On remarque une anglicisation marquante de la communauté québécoise. » (garçon, 16 ans, Gatineau)

« Car il y a de plus en plus de monde qui parle anglais au Québec. » (fille, 14 ans, Montréal)

« Dans certains endroits comme Montréal il y a beaucoup d'anglophones et il arrive de se faire répondre en anglais dans des magasins. De plus, les anglicismes sont beaucoup utilisés. » (f, 15 ans, Québec)

« Car plusieurs parties du Canada sont occupées par des anglais [*sic*]. » (m, 13 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

### Non

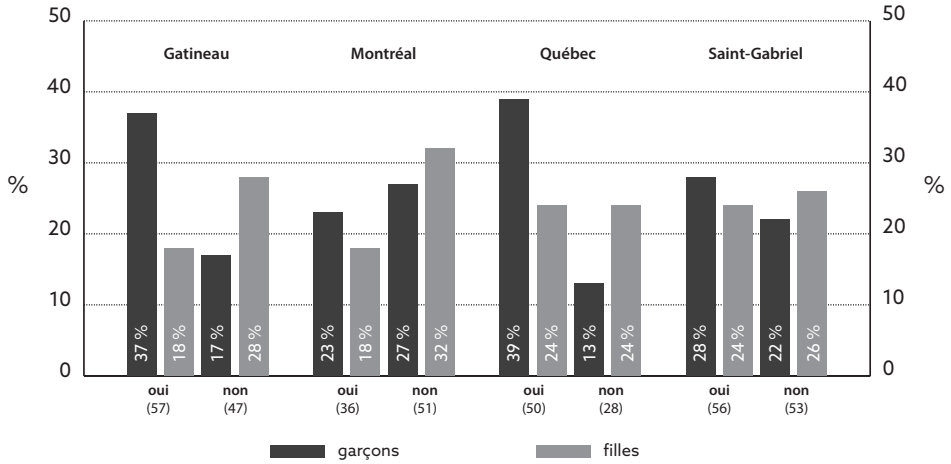
« Non parce que je ne crois pas que c'est le fait de parler anglais et français qui menace le français, mais l'utilisation unique de l'anglais dans plusieurs aspects de la vie. » (f, 15 ans, Gatineau)

« Car plusieurs québécois parlent très mal anglais. » (m, 14 ans, Montréal)

« Parce que nous sommes quand même conscients de son importance. » (fille, 14 ans, Québec)

« Car ce n'est pas une menace, c'est un changement. Il faut s'adapter. » (m, 15 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

Les points de vue sur la menace du français visent des aspects différents. Les jeunes sont conscients de la diversité géolinguistique et ceci non seulement dans le cadre du Québec même (voir l'allusion sur la ville de Montréal) mais aussi dans le cadre du Canada en entier. Leurs observations, parfois teintées d'humour, touchent également les capacités linguistiques des Québécois et le danger de l'imprégnation du français par l'anglais de l'intérieur. Certains commentaires ont une valeur d'énonciation générale. Par exemple, l'affirmation « on remarque une anglicisation marquante de la communauté québécoise » incite des questions supplémentaires « Comment est-ce que vous comprenez cela ? Comment se produit cette anglicisation ? Qui remarque cette anglicisation ? », etc.



**Graphique 8 :** Protection du français de la part de l'État vue par les jeunes francophones

Quant à la deuxième question sur l'aménagement linguistique, « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? », le résultat issu de la première question se voit dupliqué. Les filles (colonnes rouges) sont plus sensibles à la précarité langagière tandis que les garçons sont plus confiants en l'activité des organismes responsables du soin du français au Québec. Cette tendance est très marquée à Gatineau et à Québec où le pourcentage des garçons optimistes est deux fois supérieur (à Québec presque le double) à celui des filles.

**Tableau 16 :** Protection du français de la part de l'État selon les sites chez les enquêtés francophones

réponse	Gatineau	Montréal	Québec	St-Gabriel
« oui »	55%	41%	64%	51%
« non »	45%	59%	36%	49%

L'évaluation générale de la situation contemporaine ne permet de pencher uniquement ni vers le sentiment de satisfaction ni vers l'insatisfaction. Les francophones de St-Gabriel surtout et, plus légèrement, de Gatineau oscillent entre l'affirmation et la mise en cause de l'efficacité de la protection du français. Les adolescents de Montréal qui croient que la protection est suffisante n'atteignent pas non plus la moitié du total des enquêtés montréalais francophones. En revanche, l'attitude traditionnelle se maintient à Québec où l'optimisme est le plus grand.



En réponse à la question « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? », les enquêtés francophones ont réagi de la manière suivante :

**Oui**

« Car beaucoup de publicités et de lois sont mis en place pour la concerner. » (m, 16 ans, Gatineau)

« Je pense que c'est important de la protéger, mais que c'est essentiel de parler anglais, car c'est LA langue internationale. » (f, 13 ans, Montréal)

« Ils ne peuvent pas faire beaucoup de choses de plus. Ils ne peuvent pas empêcher de parler anglais. » (f, 15 ans, Québec)

« Car la loi 101 empêche beaucoup de commerce de faire leurs slogans en anglais et oblige les affiches à être en français. » (m, 14 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

**Non**

« L'État (Québec) fait son possible pour adopter des lois protégeant le français, mais le problème persiste et il y a de plus en plus de gens parlant des langues étrangères au Québec. » (m, 16 ans, Gatineau)

« Car elle est en train de disparaître. On ne se force pas à conserver cette langue. » (m, 14 ans, Montréal)

« Parce que le Canada, selon moi se «fruit» du Québec, de sa culture et de sa langue. » (f, 14 ans, Québec)

« Le gouvernement utilise beaucoup de termes anglais, même chose pour les médias ou autres compagnies. » (m, 14 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

Les jeunes ont débattu dans leurs propos la question de la protection du français. Même s'ils sont conscients des pas actifs entrepris par le gouvernement (lois, règlements, etc.), ils s'aperçoivent que mêmes les représentants du peuple n'observent pas la loi fermement. Elatiana Razafimandimbimanana appelle ce phénomène du non-respect de l'instrument principal de travail, c'est-à-dire de la langue, « l'irresponsabilité sociale »<sup>377</sup>. Elle constate l'apparition de ce phénomène non seulement chez les représentants du peuple et de la culture mais aussi chez les politiciens, les enseignants et les journalistes.

À leur âge, les enquêtés se rendent compte des limites : le gouvernement ne peut pas empêcher de parler anglais. Les uns blâment les Québécois de ne plus s'efforcer de soigner le français et accentuent l'importance du Québec au sein du Canada, les autres signalent qu'il y a plusieurs menaces linguistiques hypothétiques au Québec faisant ainsi allusion à la population allophone.

---

377 Elatiana Razafimandimbimanana, 2005, *Français, franglais, québé-quoi ? Les jeunes québécois et la langue française : enquête sociolinguistique*, Paris, L'Harmattan, p. 207.

Dans le sous-chapitre suivant, nous observeront si et comment le sentiment de précarité langagière au Québec diffère chez les adolescents issus d'un milieu anglophone.

### 7.2.2 Sentiment de précarité langagière éprouvé par les enquêtés du groupe linguistique anglophone

Vingt-deux pour cent de l'ensemble des enquêtés appartiennent au groupe anglophone. Ce chiffre correspond à 147 questionnaires, dont 52 passés à Gatineau, 31 à Montréal, 30 à Québec et 34 à Saint-Gabriel-de-Valcartier. Un(e) enquêté(e) n'ayant pas spécifié son sexe, les graphiques qui incluent le facteur sexe contiendront les réponses de 67 filles et de 79 garçons. Le procédé d'analyse des données est identique au traitement des données du groupe francophone. On commence alors avec la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? ».

Les questionnaires des jeunes anglophones témoignent d'une diversité d'opinions accentuée si l'on applique le facteur diatopique et la variable sexe. Les garçons anglophones de Québec sont sensiblement plus soucieux par rapport à la menace du français. Au contraire, les opinions des filles et des garçons montréalais anglophones se ressemblent remarquablement.

**Tableau 17** : Sentiment de précarité langagière selon les sites chez les enquêtés anglophones

réponse	Gatineau	Montréal	Québec	St-Gabriel
« oui »	58%	<b>39%</b>	57%	56%
« non »	42%	61%	43%	44%

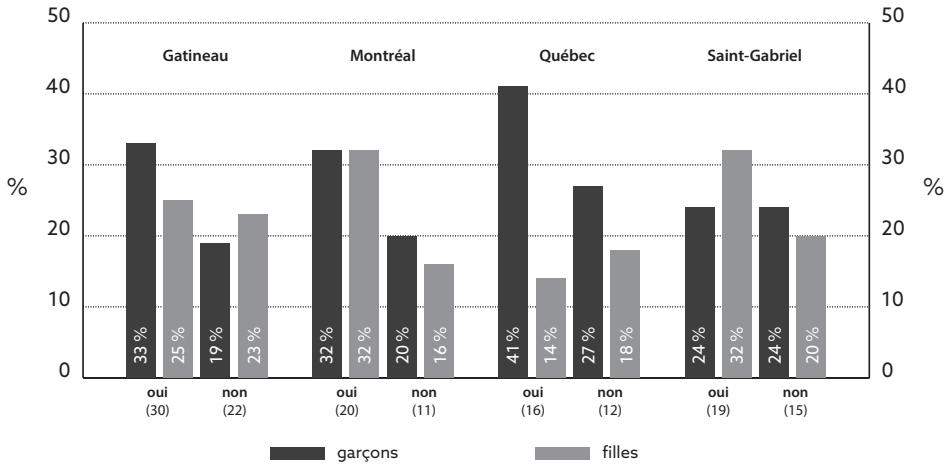
Le sentiment de précarité langagière chez les jeunes anglophones reste modéré bien que la réponse affirmative sur la menace du français prévaut. En outre, à Montréal, les jeunes anglophones ne ressentent pas la situation linguistique du français comme précaire ou, au moins, ils l'estiment de manière moins exacerbée.

Du côté des opinions épilinguistiques, citons un exemple de réponse affirmative et un exemple de réponse négative pour chaque site.

« Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? »

#### Oui

« Comme on utilise beaucoup d'anglicismes, on a tendance à oublier la richesse de la langue française et / ou mal orthographier les mots français. » (f, 16 ans, Gatineau)



**Graphique 9 :** Menace du français de la part de l’anglais vue par les jeunes anglophones

« Parce que plusieurs employés dans plusieurs commerces parlent uniquement l’anglais ? De plus, plusieurs immigrants venant ici parlent seulement l’anglais. » (m, 14 ans, Montréal)

« Oui, mais pas de disparition. Il menace la qualité parlée du français. » (m, 14 ans, Québec)

« Car nous sommes envahis par la marée d’anglophones qui parvient de partout ! » (m, 15 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

**Non**

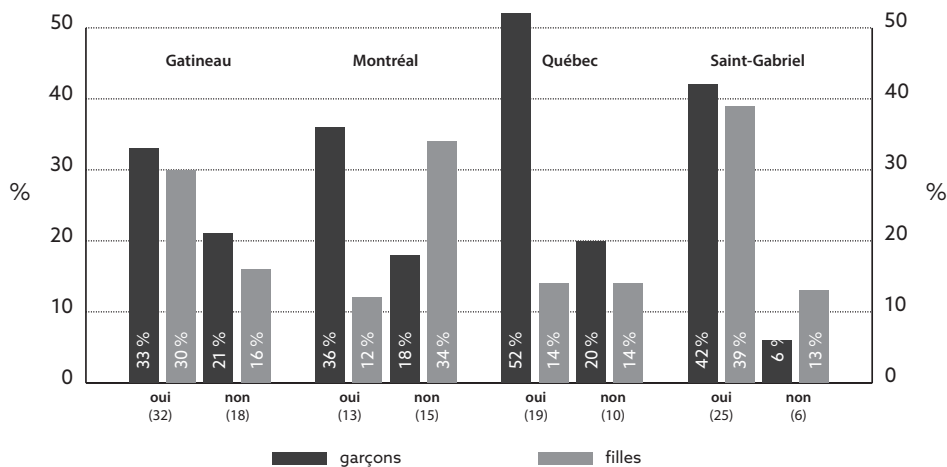
« Nous utilisons des anglicismes mais pas au point où l’anglais menace le français. » (m, ?, Gatineau)

« Je crois que les lois qu’ils ont fait pour protéger le français vont garder la langue. » (m, 13 ans, Montréal)

« Plusieurs langues ont survécu à la menace de d’autres langues, alors pourquoi pas le français. » (f, 14 ans, Québec)

« Le français et l’anglais peuvent très bien cohabiter ensemble. » (m, 15 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

Les opinions affirmatives tournent premièrement autour de l’impact de l’anglais sur le français parlé mais les enquêtés sont en même temps conscients de la détérioration de la qualité de l’orthographe. D’un autre côté, les enquêtés qui voient la situation de manière optimiste croient en la puissance de la tradition linguistique française au Québec et en l’action du gouvernement tout en se



**Graphique 10 :** Protection du français de la part de l'État vue par les jeunes anglophones

référant à l'histoire comparative ou la possibilité éventuelle de cohabitation des deux langues.

Les garçons et les filles de Gatineau et de St-Gabriel ont *grosso modo* le même sentiment que la protection du français est suffisante. Par contre, l'opinion des jeunes garçons montréalais est en opposition avec leur opinion à celle des jeunes filles montréalaises qui, elles, soutiennent l'idée que le gouvernement pourrait en faire davantage pour protéger le français. Les étudiantes de Québec sont à moitié satisfaites, à moitié mécontentes de l'activité gouvernementale tandis que les garçons sont plus clairs, ils sont satisfaits du procédé protecteur.

**Tableau 18 :** Protection du français de la part de l'État selon les sites chez les enquêtés anglophones

réponse	Gatineau	Montréal	Québec	St-Gabriel
« oui »	64%	46%	66%	81%
« non »	36%	54%	34%	19%

Si les enquêtés de Montréal penchent plutôt vers l'opinion que la protection du français de la part de l'État n'est pas suffisante, les quatre cinquièmes des jeunes de St-Gabriel sont persuadés que l'État fait de son mieux pour le protéger. Les adolescents de Gatineau et de Québec se trouvent entre les deux limites. Ils sont plutôt optimistes par rapport à l'efficacité de la protection.

Ci-des-sous, voilà quelques propos qui ont accompagné l'option quantitative « oui » ou « non » dans le questionnaire.

« Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? »

### **Oui**

« L'État a déjà passé des lois pour protéger la langue française et les programmes d'éducation et les règlements dans les écoles francophones sont déjà assez stricts par rapport à l'anglais. » (m, 16 ans, Gatineau)

« Le français sera et restera toujours la nôtre du Québec et d'autres régions. C'est assez. » (m, 14 ans, Montréal)

« Je pense qu'elle est exagérée. Je pense que les gens devraient avoir le droit de choisir quelle langue ils veulent parler. » (m, 14 ans, Québec)

« Il insiste beaucoup pour que le peuple du Québec parle français de façon très bien, alors je pense qu'ils en font assez. » (m, 13 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

### **Non**

« Car l'État ne peut pas contrôler la façon qu'on dialogue entre amis. » (m, 15 ans, Gatineau)

« Il y a beaucoup trop de personnes dans plusieurs domaines (médecine, par exemple) parlant uniquement l'anglais et le gouvernement n'agit pas. » (m, 14 ans, Montréal)

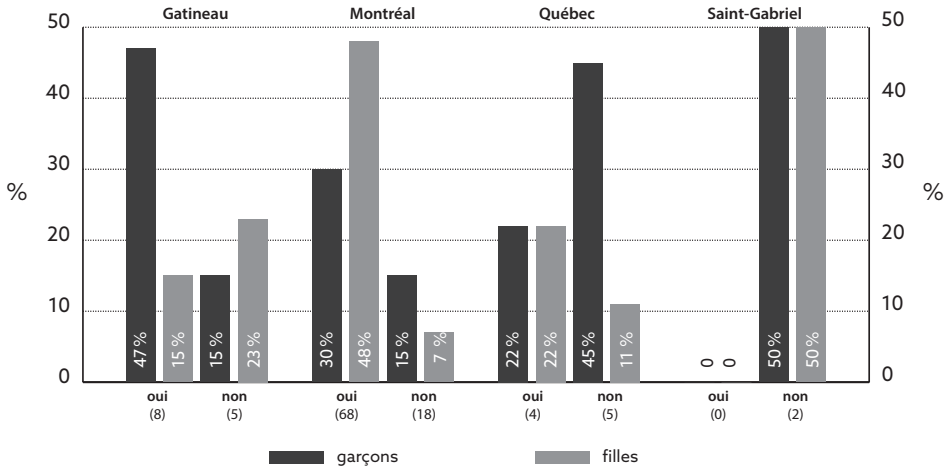
« Il n'organise aucun événement pour la conservation de la langue française. » (f, 14 ans, Québec)

« Car il n'y a pas vraiment de changements visibles. » (f, 15 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

Les opinions épilinguistiques prouvent que si l'on veut voir de l'action, on la voit, si l'on ne veut pas la voir, on ne la voit pas. Parmi les opinions négatives, des allusions à l'environnement professionnel apparaît (concrètement à la médecine) indiquant que le gouvernement vise la population en général mais n'agit pas sur le « micro-plan ». Il semble même que, selon certains enquêtés anglophones, la protection du français est exagérée et que le gouvernement pourrait ralentir son zèle.

### **7.2.3 Sentiment de précarité langagière éprouvé par les enquêtés du groupe linguistique allophone**

Avant de procéder aux graphiques et aux commentaires, il est indispensable de rappeler que le nombre de questionnaires dans les sites est déséquilibré. L'asymétrie est évidente notamment à Montréal où nous avons à notre disposition 86 questionnaires allophones par rapport à Saint-Gabriel où nous ne disposons que de deux questionnaires.



**Graphique 11** : Menace du français de la part de l'anglais vue par les jeunes allophones

À Montréal, où le nombre de questionnaires permet une évaluation des déclarations plus objective que dans d'autres sites, ce sont les filles allophones qui sont plus soucieuses que les garçons quant au sentiment de précarité langagière. En ce qui concerne les colonies de Gatineau et de Québec, nous voyons que la tendance est divergente pour les deux sexes et encore davantage pour les garçons.

**Tableau 19** : Sentiment de précarité langagière selon les sites chez les enquêtés allophones

réponse	Gatineau	Montréal	Québec	St-Gabriel
« oui »	62%	<b>79%</b>	44%	0%
« non »	38%	21%	<b>56%</b>	100%

Sans anticiper la synthèse des analyses des trois groupes linguistiques, les pourcentages de Montréal et de Québec indiquent que, depuis la perspective diatopique, le groupe linguistique allophone a ses spécificités.

Comment les enquêtés allophones font-ils le bilan de la situation ? Voilà plusieurs réponses à la question « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? »

### Oui

« Il l'a toujours été et avec Internet, jamais l'anglais n'a été aussi favorisé. » (m, 16 ans, Gatineau)

## 7 Aménagement linguistique du point de vue des adolescents québécois contemporains

« Montréal n'est qu'une petite ville du Canada entouré par plusieurs provinces anglophones + anglais = langue mondial -> donc se doit d'être su au Québec. » (f, 13 ans, Montréal)

« Oui, car déjà avec le français des québécois n'est pas très bon, les anglais ne se gênent pas d'utiliser leur langue pour s'exprimer. » (m, 14 ans, Montréal)

« Beaucoup d'anglais partout à l'extérieur des frontières du Québec. » (m, 14 ans, Québec)

aucune opinion épilinguistique affirmative sur cette question à Saint-Gabriel-de-Valcartier

### Non

« Bien sûr, il y a plusieurs anglicismes qui sont présents dans notre quotidien, mais cela ne veut pas dire que l'on ne parle pas français. Tant que l'on parle français tout va bien. » (f, 16 ans, Gatineau)

« Canada, c'est un pays qui est influencé aussi par d'autres pays (Mexique, Chine, Congo, etc.). » (m, 12 ans, Montréal)

« Les jeunes commencent à avoir une plus forte appartenance québécoise. Ex: Souveraineté populaire chez les jeunes<sup>378</sup>. » (m, 17 ans, Québec)

« Car plusieurs personnes parlent toujours le français et n'arrêtent jamais. Il y a des protecteurs de la langue française et la langue peut être un sentiment d'appartenance. » (m, 15 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)

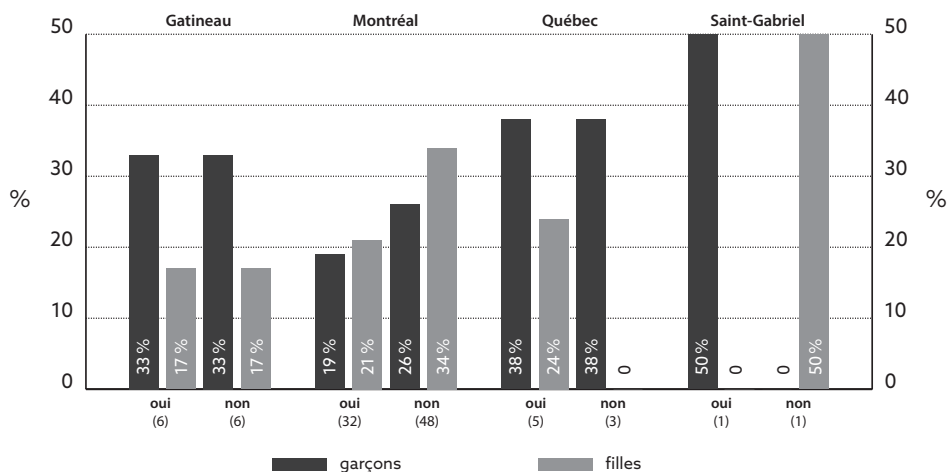
Les préoccupations qui expliquent le sentiment de précarité chez certains des enquêtés se fondent sur le facteur extérieur d'influence sur le français. Ce fait est plus remarquable chez les enquêtés allophones que ce ne l'était chez les enquêtés francophones et anglophones. De même que dans les opinions épilinguistiques des jeunes anglophones, une remarque sur la présence et une nocivité potentielle de la part des autres langues apparaît.

Les colonnes bleues de Gatineau<sup>379</sup> et de Québec démontrent que les garçons, aussi peu nombreux qu'ils soient dans l'ensemble, forment deux camps proportionnés quant à la question de la protection du français de la part de l'État. L'application du facteur sexe révèle que les jeunes Montréalaises et Montréalais allophones s'entendent bien sur cette question.

---

378 L'ensemble des personnes d'ascendance canadienne-française et d'émigrés français, marocains, haïtien et salvadorien qui développent un profond attachement et un fort sentiment d'appartenance au Québec. Érudit : [http://www.erudit.org/livre/hellyd/2001/livre3\\_div03.htm](http://www.erudit.org/livre/hellyd/2001/livre3_div03.htm), [18/03/2015].

379 Ainsi que les colonnes rouges quant à Gatineau.



**Graphique 12 :** Protection du français de la part de l'État vue par les jeunes allophones

**Tableau 20 :** Protection du français de la part de l'État selon les sites chez les enquêtés allophones

réponse	Gatineau	Montréal	Québec	St-Gabriel
« oui »	50%	40%	63%	50%
« non »	50%	60%	37%	50%

Les jeunes allophones qui résident à Québec penchent plutôt vers l'opinion que l'État protège le français de manière efficace tandis que les Montréalais penchent légèrement davantage vers l'insuffisance de la protection du français.

Passons aux opinions épilinguistiques sur la question « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? » pour découvrir comment les allophones évaluent le travail protecteur des autorités.

### Oui

« Car ce n'est pas à l'État à protéger la langue mais à la population de l'exiger. » (m, 16 ans, Gatineau)

« On ne peut pas limiter la culture et le langage juste par des lois, il faut avoir une volonté de la présenter. » (m, 14 ans, Montréal)

« Car nous ne pouvons pas poursuivre nos études en anglais au secondaire si l'un de nos parents ne l'est pas. » (f, 17 ans, Québec)

« Car nous n'avons pas de problème avec le français et les députés se doivent d'être bilingues. » (m, 15 ans, Saint-Gabriel-de-Valcartier)



**Non**

« La loi pour sa forme originale aurait pu bien aider, mais les compromis et le manque d'agissements la rend inutile. » (m, 16 ans, Gatineau)

« Si le gouvernement prend cette issue avec importance, il renforcerait les lois sur les panneaux, les employés, les écoles afin de préserver la langue. » (f, 13 ans, Montréal)

« Parce que de toute manière, les lois sont faites pour être désobéies et personne ne contrôle. » (m, 14 ans, Québec)

aucune opinion épilinguistique négative sur cette question à Saint-Gabriel-de-Valcartier

Les enquêtés allophones, qu'ils croient ou non que l'État fait de son mieux pour protéger le français, témoignent d'une attitude pragmatique : ils se rendent bien compte que l'action entière ne repose pas seulement sur le dos du gouvernement mais qu'une grande part de travail actif devrait être exigé de la part de la société québécoise. Les propositions donnent à entendre que l'attention est portée surtout sur le gouvernement et ses membres et que le comportement langagier du public est ainsi négligé. L'affirmation d'un bon travail de l'État faite par l'étudiante de Saint-Gabriel-de-Valcartier a une teinte opposée aux autres : selon elle, l'action du gouvernement est aussi bien méthodique et réfléchie qu'elle limite la liberté de choisir délibérément le type de formation que l'on veut suivre.

En ce qui concerne le caractère des opinions épilinguistiques, nous nous sommes aperçue que les filles<sup>380</sup> expriment leurs opinions de manière générale, elles répètent souvent ce qu'elles entendent dans leur entourage. Sans vouloir généraliser ou dégrader la valeur de leurs propositions, les filles semblent se cacher derrière les opinions de ceux qu'elles croient être majoritaires ou ayant gagné leur respect. Au contraire, les propositions des garçons laissent la place à la réflexion, sont plus concrètes, plus ouvertes et plus directes que les propositions des filles. Ce fait explique pourquoi la majorité des opinions épilinguistiques citées *supra* proviennent des garçons<sup>381</sup>.

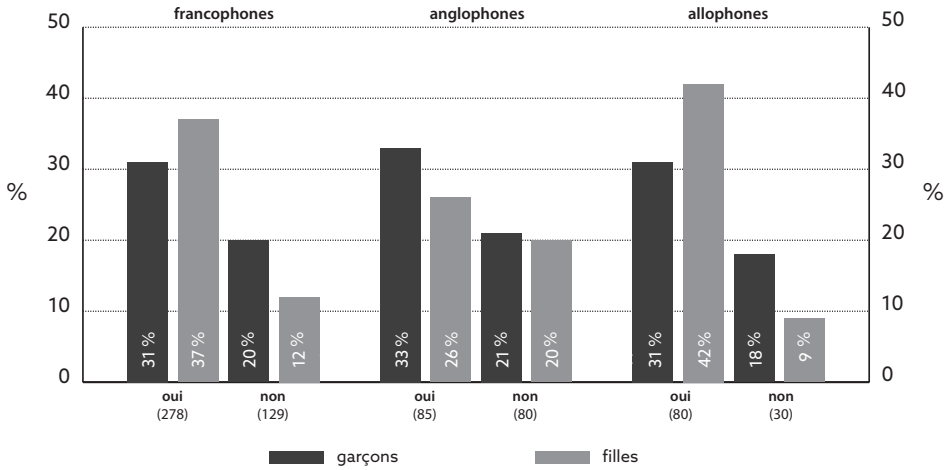
#### 7.2.4 Synthèse comparative des déclarations juvéniles sur la situation linguistique contemporaine au Québec

Les lignes précédentes ont ouvert un espace pour explorer les points de vue des enquêtés et éclaircir l'idée de la pertinence de l'application du facteur des groupes linguistiques.

---

380 Ce constat est valable pour les filles francophones, anglophones ainsi qu'allophones.

381 Les exemples d'opinions épilinguistiques ont été choisis selon la qualité de leur contenu. D'abord, nous avons lu toutes les propositions. Ensuite, nous avons choisi les plus informatives. Le profil sociologique de l'auteur de l'opinion a été consulté à la fin.



**Graphique 13** : Synthèse des attitudes sur la menace du français de la part de l'anglais

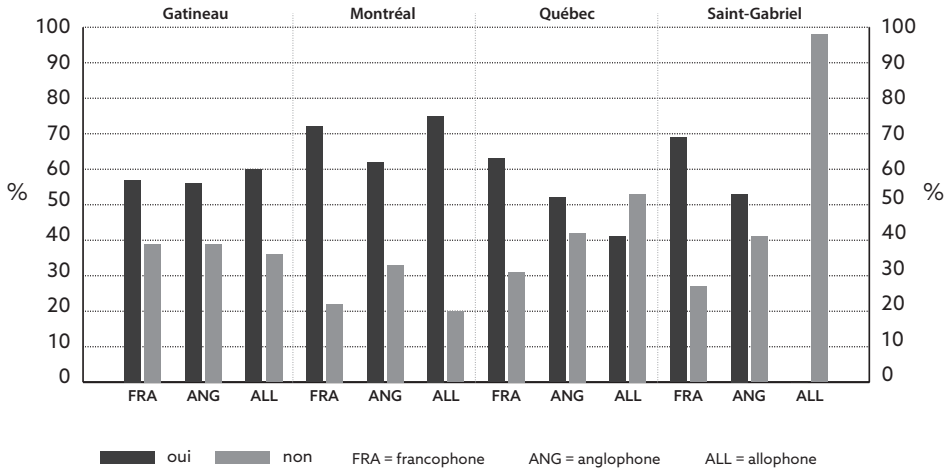
Commençons cette synthèse avec la question n° 1 : « Penses-tu que le français au Canada est menacé par l'anglais ? ».

Les colonnes rouges de tous les terrains et notamment du terrain allophone rappellent que les filles sont touchées davantage par le sentiment de précarité langagière. Cependant, les garçons penchent également vers l'opinion que le français est menacé par l'anglais à l'époque contemporaine. Rappelons que, pour le groupe anglophone, ce sont les garçons de Québec qui ont manifesté le plus d'inquiétude vis-à-vis du français tandis qu'à Montréal, l'attitude des garçons et des filles se ressemble comme deux gouttes d'eau.

**Tableau 21** : Sentiment de précarité langagière selon les groupes linguistiques

réponse	Francophones	Anglophones	Allophones
« oui »	68%	52%	73%
« non »	32%	48%	27%

Le score des jeunes anglophones ne fait pas ressortir d'opinion tranchée sur la cohabitation des deux langues en comparaison avec les jeunes francophones et, surtout, les allophones. Même si les trois groupes linguistiques affirment un degré spécifique de menace hypothétique, les chiffres du tableau révèle un résultat inattendu : les jeunes allophones sont légèrement plus soucieux par rapport à la coexistence du français et de l'anglais que les jeunes francophones.



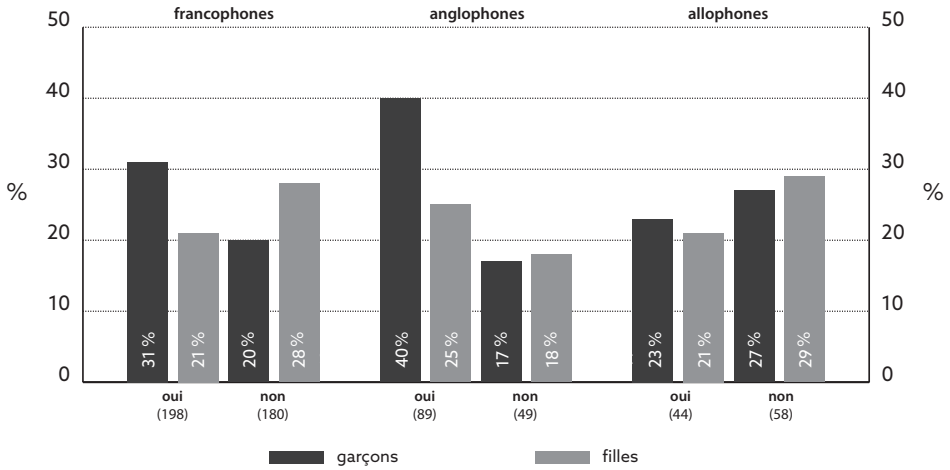
**Graphique 14 :** Sentiment de précarité langagière selon les groupes linguistiques et selon les sites

Il convient de rappeler que, quant aux francophones, les Montréalais se préoccupent du statut du français plus que les francophones des autres terrains. Par ailleurs, les jeunes francophones de Gatineau semblent garder une attitude sereine par rapport à la situation linguistique.

À la différence des adolescents francophones, les Montréalais anglophones, garçons et filles confondus, voient la situation de manière positive. Ainsi, la question sur l’objectivité de l’évaluation de la situation se pose. Cette objectivité diverge certainement selon la perspective des trois groupes linguistiques. Il serait alors plus convenable de parler d’opinions subjectives des enquêtés car l’objectivité n’existe pas dans ce cas-là. À la limite, on pourrait parler de trois objectivités : francophone, anglophone et allophone. Il résulte de cela que la perception de la réalité diffère. Par conséquent, il faut concevoir le regard sur la réalité basée sur les questionnaires et étudiée dans de le cadre de cette recherche comme une réalité subjective.

Si les anglophones montréalais sont optimistes, les allophones montréalais sont les plus grands pessimistes de notre recherche : quatre cinquièmes d’entre eux ressentent une menace sur le français. Au contraire, les allophones de Québec penchent plutôt vers l’opinion que le français n’est pas menacé. La réalité subjective est alors conditionnée non seulement par l’appartenance au groupe linguistique mais aussi par les points de vue diatopique et diastratique<sup>382</sup>.

382 Nous pouvons nous douter que les facteurs diaphasique (les enquêtés auraient peut-être répondu différemment dans une autre situation) et diachronique (l’évolution des opinions dans le temps, par l’influence de l’entourage) jouent également leur rôle mais ces deux facteurs ne sont pas saisissables par notre recherche.



**Graphique 15 :** Synthèse des attitudes sur la protection du français de la part de l'État

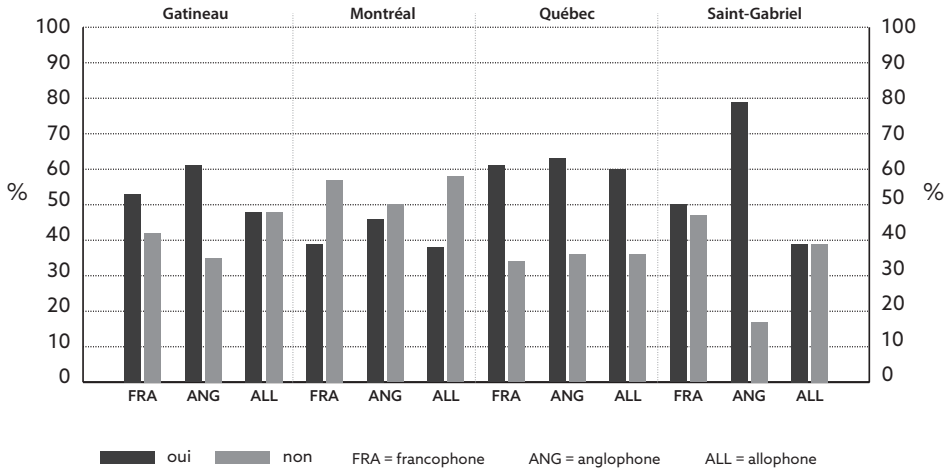
Pour résumer la question sur la menace du français de la part de l'anglais, observons le graphique ci-dessus. La colonne bleue exprime le pourcentage des jeunes enquêtés qui sont persuadés qu'une certaine menace existe, la colonne rouge représente les opinions de ceux qui ne sont pas d'accord avec le sentiment de précarité langagière au Québec. Plus les colonnes voisines ont la même hauteur, donc atteignent un pourcentage semblable, plus les opinions des jeunes sont équilibrées. D'un point de vue diatopique, les opinions sur la situation linguistique contemporaine sont les plus cohérentes à Québec, les moins à Montréal. Pour Gatineau, le facteur des groupes linguistiques ne joue pas un rôle décisif. Du point de vue des groupes linguistiques, les allophones<sup>383</sup> et, légèrement davantage, les anglophones ne sont pas aussi radicaux que les francophones chez lesquels les ciseaux imaginaire représentant les réponses « oui » et « non » sont plus ouverts.

Procédons à la synthèse des opinions sur la question « Selon ton opinion, la protection de la langue française de la part de l'État est-elle suffisante ? ».

L'incohérence des opinions des jeunes est marquante. Les garçons anglophones (colonne bleue) sont ceux qui sont les plus persuadés de la protection suffisante du français de la part de l'État. Par rapport à eux, les filles anglophones sont plus hésitantes quant à cette question. Les adolescents francophones, filles et garçons confondus, oscillent entre la suffisance (52%) et l'insuffisance (48%) de la protection de même que les adolescents allophones.

383 Comme seulement deux enquêtés de Saint-Gabriel ont été classés comme allophones, Saint-Gabriel n'est pas inclus dans la statistique pour ne pas troubler le résultat.

7 Aménagement linguistique du point de vue des adolescents québécois contemporains



**Graphique 16 :** Protection du français de la part de l'État selon les groupes linguistiques et selon les sites

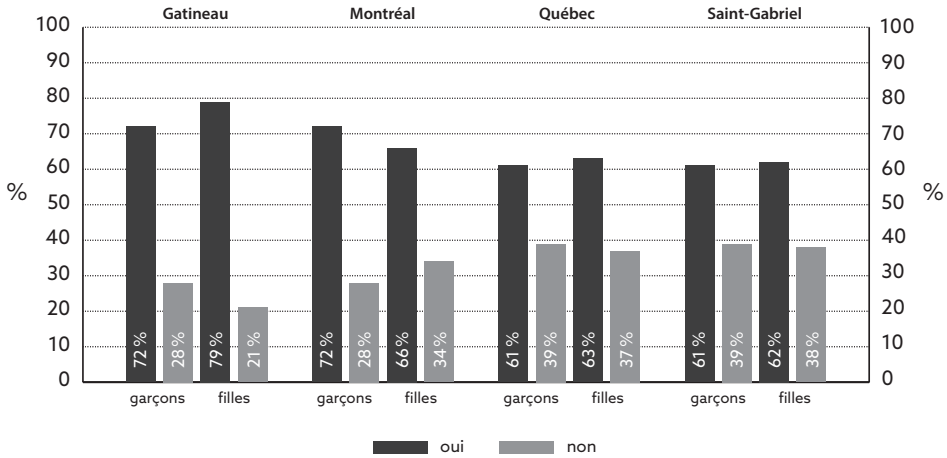
**Tableau 22 :** Protection du français de la part de l'État selon les groupes linguistiques

réponse	Francophones	Anglophones	Allophones
« oui »	52%	65%	44%
« non »	48%	35%	56%

L'information essentielle qui ressort du tableau ci-dessus est que les enquêtés francophones sont divisés en *grosso modo* deux moitiés : les uns croient que la protection du français est suffisante, les autres en doutent. Les enquêtés anglophones penchent vers l'opinion que l'action de l'État est suffisante tandis que les enquêtés allophones sont ceux qui sont les plus sceptiques en ce qui concerne le travail du gouvernement.

L'application de la variable des groupes linguistiques se révèle pertinente notamment pour montrer le contraste entre les attitudes des jeunes de Montréal et des autres sites. Contrairement à ce que nous avons attendu des analyses, ce sont les Montréalais qui ont davantage exprimé leur mécontentement avec le travail de l'État. Conformément à la description des terrains étudiés, on aurait attendu un résultat tout inverse : la ville de Québec, et légèrement moins Gatineau, comme représentants les plus soucieux quant au développement de la francophonie au Québec et la ville de Montréal comme la moins inquiète. C'est l'inverse qui est vrai.

Rappelons encore que les filles francophones de Gatineau et de Québec et les filles anglophones de Montréal sont plus soucieuses que leurs homologues



**Graphique 17 :** Corrélation entre les sentiments de précarité langagière et la suffisance de la protection officielle selon les sites

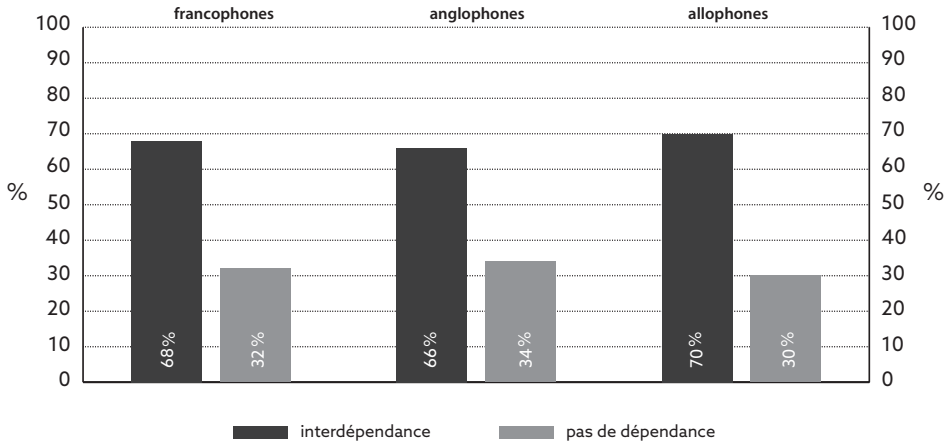
masculins. Les opinions sur l'(in)suffisance de la protection sont cependant équilibrées chez les filles et les garçons allophones de Gatineau et chez les garçons allophones de Québec : la moitié d'entre eux croient que la protection est suffisante, l'autre moitié ne le croient pas.

Pour conclure la partie concernant l'attitude des enquêtés sur l'efficacité de la coexistence du français et de l'anglais au Québec, posons-nous la question sur l'intégralité des opinions des enquêtés : jusqu'à quel point le sentiment de précarité langagière se rapporte-t-il au sentiment d'insuffisance de l'activité des autorités publiques ? Les graphiques suivants nous aideront à formuler la réponse.

Les colonnes bleues désignent le pourcentage de ceux dont les déclarations sur le statut contemporain de la coexistence du français et de l'anglais et sur le travail de l'État sont interconnectées. Autrement dit, la colonne bleue exprime en pourcentage les enquêtés qui

- 1) déclarent que le français est menacé par l'anglais et que, en même temps, la protection du français de la part de l'État n'est pas suffisante
- 2) déclarent que le français n'est pas menacé par l'anglais et que, en même temps, la protection du français de la part de l'État est suffisante.

Les colonnes rouges désignent le pourcentage des enquêtés qui ne voient pas d'interconnexion entre la menace du français et le rôle de l'État. Elles englobent ceux qui ont coché les options suivantes :



**Graphique 18 :** Corrélation entre les sentiments de précarité langagière et la suffisance de la protection officielle selon les groupes linguistiques

- 1) le français est menacé par l’anglais et la protection du français de la part de l’État est suffisante
- 2) le français n’est pas menacé par l’anglais et la protection du français de la part de l’État n’est pas suffisante.

Le facteur diatopique et la variable sexe appliqués, on constate que les garçons et les filles de tous les terrains étudiés voient une certaine interaction entre le statut des deux langues et l’effet des pas entrepris par les autorités. Ce sont surtout les enquêtés de Gatineau et les enquêtés masculins de Montréal qui partagent cette opinion. Presque deux cinquièmes des jeunes de Québec et de Saint-Gabriel-de-Valcartier ne constatent pas de corrélation entre ces deux phénomènes.

L’opinion des adolescents québécois sur l’interdépendance menace / protection est presque identique dans les trois groupes linguistiques. Sur la base des analyses présentées, nous pouvons tirer la conclusion qu’au moins deux tiers des adolescents québécois sont persuadés que la situation linguistique actuelle au Québec dépend de l’efficacité du travail de l’État et que l’activité de celui-ci influence directement le statut du français par rapport à l’anglais.

### 7.2.5 Simplification des résultats : réduction des groupes linguistiques en unilingue et plurilingue

Pour simplifier les résultats des analyses présentées sur les pages précédentes, nous réduirons le nombre de trois groupes linguistiques à deux et généraliserons brièvement les résultats reçus afin de souligner l'attitude des jeunes Québécois francophones par rapport aux jeunes anglophones et allophones.

Au niveau de la variable sexe, nous avons pu constater que les filles des familles unilingues francophones ressentent plus de précarité pour le français et cette attitude légèrement pessimiste s'est révélée aussi chez les garçons des familles plurilingues.

Le sentiment de menace du français au Québec est plus accentué chez les enquêtés des familles unilingues tandis qu'il est légèrement moins ressenti par les adolescents des familles plurilingues des milieux avec une forte présence d'anglophones et d'allophones (Montréal et St-Gabriel-de-Valcartier). Le milieu familial des sites essentiellement francophones, Gatineau et Québec, n'assure presque aucune influence de l'unilinguisme présumé sur l'homogénéité de réponses des enquêtés francophones.



